

Futur et démocratie

La pandémie de Covid-19, au-delà de toutes les interrogations scientifiques qu'elle suscite, pose une question politique de premier ordre : qu'est-ce que la démocratie ? Et quelle gouvernance souhaitons-nous ?

Au mois de mars 2020, face à la situation sanitaire, les gouvernements du monde entier ont dû prendre des décisions pour la conduite de leurs pays. Certains ont opté pour un confinement total, d'autres pour des mesures moindres, d'autres encore ont prôné de ne rien faire du tout.

La question ici n'est pas de débattre du bien-fondé de ces décisions mais de s'arrêter un instant sur la réaction des citoyens des pays dans lesquels le gouvernement a été démocratiquement élu. Nombreux sont les citoyens de ces pays qui ont remis en cause les décisions de leur gouvernement. Nombreux sont les citoyens qui se plaignent, ont crié au scandale, ont refusé de porter un masque, de respecter des distances sociales et autres mesures.

La première question que j'aimerais poser à ces citoyens mécontents et réfractaires est : avez-vous voté lors des dernières élections ?

Si la réponse est non, alors il faudrait considérer que vous n'avez aucun droit de vous plaindre. Car en tant que citoyen électeur, vous êtes responsable du gouvernement en place. Donc si vous n'avez pas voté, alors vous êtes coupable d'un grave manquement : vous n'avez pas pris vos responsabilités. Vous êtes donc dans l'obligation de respecter les mesures mises en place car vous êtes indirectement responsables de celles-ci. Vous exprimerez votre mécontentement dans les urnes en utilisant enfin votre voix et en choisissant vos prochains gouvernants.

Si vous avez voté pour le gouvernement en place et que les mesures prises par celui-ci ne vous plaisent pas, alors vous êtes solidairement responsables de ces mesures. Vous êtes dans l'obligation de respecter les mesures mises en place car vous êtes directement responsable de celles-ci.

Vous exprimerez votre mécontentement dans les urnes en ne renouvelant pas votre gouvernement.

Si vous avez voté pour des candidats non-élus, et que le gouvernement en place n'est pas celui que vous avez choisi, vous êtes plus que quiconque dans l'obligation de respecter les mesures mises en place car vous êtes directement garants de la démocratie, en respectant la voix des autres, du plus grand nombre. De la même façon qu'en cas de situation inverse, vous voudriez que les autres respectent la décision du plus grand nombre.

Ainsi est la démocratie : un exercice incroyablement exigeant et difficile mais qui est le vôtre, vous, citoyens des pays démocratiques. C'est une responsabilité qui vous incombe. Certains voudraient politiser la notion de responsabilité. Mais cette dernière n'est l'apanage ni la droite, ni de la gauche, ni d'aucun parti. Elle est le ciment de notre civilisation. Sans

cette responsabilité, rien ne peut fonctionner : ni la société, ni la technologie, ni la survie de la démocratie. Car la démocratie n'est pas un acquis, elle n'est pas non plus un droit. La démocratie est une chance fragile. Elle est un état qui ne peut perdurer que si nous, citoyens, nous l'attisons et la faisons vivre au quotidien avec le lot de difficultés et de responsabilités qui nous incombent.

Qu'est-ce que la démocratie ? C'est par définition un état dont le souverain est les citoyens, ensemble.

Et qu'est-ce qui est le garant de la démocratie ? C'est l'Etat de droit, qui assure au peuple qu'il n'est pas manipulé, ni trahit par ses dirigeants. Mais alors qu'est-ce qu'un Etat de droit ? Sans entrer dans un long débat philosophique et politique sur le concept de l'Etat de droit, je voudrais en donner deux conditions cumulatives qui, à mon avis, accorderont tout le monde : c'est une séparation absolue des pouvoirs et une obligation pour tout le monde de respecter la loi.

Et qu'est-ce qui est le garant d'une séparation absolue des pouvoirs et une obligation pour tout le monde de respecter la loi ? C'est une presse indépendante et libre.

Sans une presse indépendante et libre, capable d'alerter les citoyens sur d'éventuels mauvais agissements et dysfonctionnement de leurs gouvernants, l'Etat de droit est condamné. Sans une presse indépendante et libre, qui sera là pour dénoncer les éventuels écarts et manquements du gouvernement ? Certainement pas Facebook, ni les réseaux sociaux, qui sont eux, et cela a été prouvé, manipulés par tout le monde et vecteurs de fausses informations.

En 2020, deux actes citoyens sont fondamentaux pour les démocraties :

- Renoncer à s'informer sur Facebook et, à la place, se fier à la presse indépendante et libre, ce qui implique de s'abonner à un journal (ce qui en assurera la survie) et ce qui, en général, coûte moins cher qu'un achat quotidien au Starbucks Coffee.
- Voter.

Cette responsabilité citoyenne est le seul garant de la pérennité et du maintien de notre démocratie, la barrière indispensable contre toute forme de totalitarisme. Mais notre responsabilité ne s'arrête pas là, elle ne se limite pas à élire un gouvernement et sanctionner ensuite leurs politiques en se contentant de distribuer des bons et des mauvais points. Notre responsabilité se prolonge à la lumière de nos valeurs, de nos ambitions et de nos rêves de futurs. Car après avoir élu nos dirigeants, nous devons, en qualité d'organe suprême, lui transmettre nos impulsions lorsque nous ressentons ou lorsque nous pressentons que les promesses de nos gouvernants ne sont pas des promesses d'avenir pour nous. Et dans ces moments il s'agit de faire entendre notre voix, que ce soit par le biais des mécanismes législatifs existants (comme par exemple, en Suisse, où n'importe quel citoyen, sous réserve de récolter suffisamment de signature, peut soumettre au vote des nouvelles lois ou des modifications de la constitution) ou alors en défilant dans la rue, sans violence évidemment, pour nous faire entendre et exprimer nos désirs d'avenir.

Un avenir climatique serein, par exemple, est un droit et un devoir pour nous tous, une promesse que nous devons faire à nos enfants. Durant ces cinquante dernières années, aucun gouvernement n'a su conduire une politique d'avenir, aucun n'a su prendre ses

responsabilités, laissant la planète périliter, exploitant toutes ses réserves, détruisant ses écosystèmes. Et aujourd'hui encore, les politiques gouvernementales en matière de lutte contre le réchauffement climatique sont frileuses. Il est notre rôle, dans ces moments capitaux pour l'humanité, que nous, citoyens, descendions dans la rue pour exiger de ceux qui nous gouvernent qu'ils prennent enfin leur responsabilité et qu'ils agissent.

L'avenir est notre responsabilité.

L'avenir est entre nos mains.